

Le point sur le classement

- L'**Arabie saoudite** (62), la **Jordanie** (75), **Bahreïn** (43) et le **Koweït** (83) figurent parmi les 10 économies qui ont enregistré le plus de progrès.
- À la 16e place du classement général *Doing Business*, les **Émirats arabes unis (EAU)** sont les mieux classés des pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (16), devant **Bahreïn** (43e) et le **Maroc** (53e).
- Parmi les autres principales économies de la région, l'**Algérie** ressort au 157e rang, derrière l'**Égypte** (114e), l'**Iran** (127e) et la **Tunisie** (78e).
- Aux prises avec une instabilité politique persistante, le **Yémen** (187e), la **Libye** (186e), la **Syrie** (176e) et l'**Iraq** (172e) sont au contraire les moins bien classés.
- La région obtient ses meilleurs résultats dans les domaines suivants : paiement des impôts (82e rang en moyenne), obtention des permis de construire (87) et raccordement à l'électricité (86). Elle affiche en revanche des contreperformances pour l'obtention des prêts (118e rang), le règlement de l'insolvabilité (118) et le commerce transfrontalier (117).
- Il faut en moyenne 64 jours pour obtenir un nouveau raccordement électrique dans la région, contre une moyenne mondiale de 83 jours.

Le point sur les réformes

- L'an dernier, 65 % des économies de la région ont mis en œuvre des réformes dans au moins l'un des domaines mesurés par l'étude *Doing Business*. Au total, 57 réformes visant à faciliter la pratique des affaires ont été introduites dans 13 des 20 pays de la région, contre 43 pour 14 pays l'année précédente.
- C'est dans les domaines du raccordement à l'électricité et de la protection des investisseurs minoritaires que l'on dénombre le plus de réformes cette année (huit pour chacun), suivis par l'obtention de prêts, la création d'entreprise et le commerce transfrontalier (six chacun).
- **Bahreïn** a mis en œuvre le nombre record de neuf réformes couvrant presque tous les domaines mesurés par *Doing Business*.
- L'**Arabie saoudite** a engagé huit réformes, soit un nombre record pour ce pays depuis le lancement de l'étude.
- Le **Koweït** et le **Maroc** ont également entrepris un ambitieux programme de réformes avec respectivement sept et six réformes.
- L'**Égypte**, **Oman** et les **Émirats arabes unis**, avec quatre réformes chacun, comptent également parmi les autres grands pays réformateurs de la région.
- Avec trois réformes mises en œuvre, la **Jordanie** est elle aussi l'un des plus grands pays réformateurs du classement *Doing Business*.

Aperçu des principales réformes :

- L'**Arabie saoudite** a facilité la création d'entreprise en instaurant un guichet unique qui a permis de fusionner plusieurs procédures antérieures et postérieures à l'enregistrement. Elle a également supprimé l'obligation pour les femmes mariées de fournir des documents supplémentaires lorsqu'elles demandent une carte d'identité.
- **Bahreïn** a facilité l'exécution des contrats en créant un tribunal de commerce spécialisé, en fixant des délais pour les principales procédures judiciaires et en autorisant la notification électronique pour les assignations.
- La **Jordanie** a amélioré l'accès au crédit en introduisant une nouvelle loi sur les transactions sécurisées, en modifiant la loi sur l'insolvabilité et en instaurant un registre des garanties unifié, moderne et de notification. La loi sur les transactions sécurisées a étendu la description des dettes et obligations et la gamme des actifs utilisables en garantie. La version modifiée de la loi sur l'insolvabilité accorde aux créanciers garantis une priorité absolue et

- prévoit un délai et des motifs clairs concernant la mainlevée de l'arrêt automatique des poursuites pendant une procédure de redressement. La Jordanie a également amélioré l'accès à l'information sur le crédit en fournissant les scores de crédit aux banques, aux institutions financières et aux emprunteurs.
- Le **Maroc** a accéléré le commerce transfrontalier en introduisant le paiement électronique pour les frais de port, en organisant la dématérialisation des formalités douanières et en prolongeant les horaires d'ouverture des ports.

Les nouveautés de cette édition :

- L'étude *Doing Business* a introduit un nouvel indicateur pour évaluer l'efficacité, la qualité et la transparence du système des marchés publics dans le monde. Cet indicateur sera intégré dans le classement *Doing Business 2021*.
- Cette année, *Doing Business* présente trois études de cas portant sur :
 - les changements réglementaires importants mis en œuvre par les pouvoirs publics depuis le lancement de l'étude pour quatre ensembles d'indicateurs (création d'entreprise, obtention de prêts, paiement des impôts et règlement de l'insolvabilité) ;
 - l'efficacité des marchés publics dans le monde ;
 - les effets positifs d'une réglementation flexible en matière d'emploi pour les entreprises en termes de création d'emplois et de croissance de la productivité.

Classement des économies du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

| Économie | Rang (1-190) | Facilité de faire des affaires (0-100) | | Nombre de réformes | |
|-----------------------------|-----------------|---|--------|--------------------|--------|
| | DB2020 | DB2019 | DB2020 | DB2019 | DB2020 |
| Algérie | 157 | 48,5 | 48,6 | 2 | 0 |
| Arabie saoudite | 62 | 63,8 | 71,6 | 5 | 8 |
| Bahreïn | 43 | 70,1 | 76,0 | 2 | 9 |
| Cisjordanie et Gaza | 117 | 59,7 | 60,0 | 1 | 0 |
| Djibouti | 112 | 58,4 | 60,5 | 6 | 3 |
| Rép. arabe d'Égypte | 114 | 58,5 | 60,1 | 5 | 4 |
| Émirats arabes unis | 16 | 81,6 | 80,9 | 3 | 4 |
| République islamique d'Iran | 127 | 58,6 | 58,5 | 2 | 0 |
| Iraq | 172 | 44,7 | 44,7 | 0 | 0 |
| Jordanie | 75 | 61,3 | 69,0 | 4 | 3 |
| Koweït | 83 | 62,6 | 67,4 | 2 | 7 |
| Liban | 143 | 54,4 | 54,3 | 0 | 1 |
| Libye | 186 | 32,7 | 32,7 | 0 | 0 |
| Malte | 88 | 65,5 | 66,1 | 1 | 2 |
| Maroc | 53 | 71,7 | 73,4 | 4 | 6 |
| Oman | 68 | 68,8 | 70,0 | 0 | 4 |
| Qatar | 77 | 66,7 | 68,7 | 2 | 3 |
| République arabe syrienne | 176 | 41,5 | 42,0 | 0 | 0 |
| Tunisie | 78 | 67,2 | 68,7 | 4 | 3 |
| Rép. du Yémen | 187 | 30,7 | 31,8 | 0 | 0 |

Source : Base de données *Doing Business*.

Note : Les classements sont établis en fonction de la moyenne des scores *Doing Business* de chacun des pays pour les dix thématiques prises en compte dans le classement général. Cette mesure indique l'écart de chaque économie par rapport à la meilleure performance mondiale en matière de réglementation des affaires. Un score plus élevée indique un environnement des affaires plus favorable et un cadre juridique plus solide.